

Claude Turcotte

Un monde à traduire

Serge Bélair rêve d'élever son entreprise de traduction au rang de société internationale



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Serge Bélair : « Je ne me voyais pas comme un homme d'affaires, j'aspirais seulement à gagner ma vie en faisant ce que j'aimais. » « J'ai compris qu'en m'entourant de collaborateurs partageant ma vision et mes exigences, il serait possible un jour de faire du Québec un pivot mondial de la traduction »
— Serge Bélair

« Loin d'être un mal nécessaire, comme certains le pensent, la traduction doit devenir un moteur de croissance économique »,

proclame Serge Bélair, un traducteur qui caresse un rêve, celui de devenir un entrepreneur qui aura construit une société mondiale dans l'industrie de la traduction. Pour l'instant, Traductions Serge Bélair inc. est une PME qui compte près de 120 employés, pas uniquement des traducteurs, mais aussi d'autres spécialistes langagiers. L'entreprise génère un chiffre d'affaires d'environ 15 millions provenant essentiellement de grandes sociétés de l'industrie pharmaceutique, des banques, du monde de la finance, des assurances et depuis peu de l'aéronautique.

Faisant partie des dernières cohortes d'étudiants de formation classique, le jeune Bélair, « un peu hippie », a voyagé en Europe, avant de devenir enseignant tout en suivant des cours du soir en traduction à l'Université de Montréal. Cela l'a conduit à un travail de réviseur dans certaines entreprises, avant de devenir un traducteur autonome oeuvrant dans son sous-sol à Brossard. La solitude ne lui convenant pas, il s'est trouvé un emploi dans un cabinet de traduction, mais rapidement, il a voulu lancer modestement son propre cabinet dans le Vieux-Montréal, où il se trouve toujours 25 ans plus tard. « Honnêtement, je ne me voyais pas comme un homme d'affaires, j'aspirais seulement à gagner ma vie en faisant ce que j'aimais », reconnaît-il. Mais, il a rapidement perçu dans les années 1980 que le contexte québécois et la dualité linguistique au Canada offraient un terrain fertile pour des entreprises de traduction. « J'ai aussi compris qu'en m'entourant de collaborateurs partageant ma vision et mes exigences, il serait possible un jour de faire du Québec un pivot mondial de la traduction. Cet objectif ne semble plus si fou, 25 ans plus tard. »

M. Bélair voit bien le cheminement qu'ont connu d'autres secteurs d'activités. Les noms de Bombardier, du Cirque du Soleil lui viennent à l'esprit, ainsi que le génie-conseil, qui, grâce à la construction de grands barrages au Québec, a évolué jusqu'à étendre ses marchés partout dans le monde. La Révolution tranquille dans les années 1960, l'affirmation de la langue française et, plus particulièrement, l'adoption de la loi 101 ont eu, entre autres résultats, celui de créer de nombreux

emplois pour les traducteurs. Mine de rien, le Canada, avec moins de 0,5 % de la population mondiale, en est venu à détenir maintenant 10 % du marché mondial de la traduction. La moitié (49 %) de cette part canadienne est québécoise. Qui plus est, au moins 80 % de ces textes traduits au Québec ou ailleurs le sont pour le marché québécois. « Une petite population de huit millions d'habitants est peut-être responsable de 8 % de toute la traduction qui se fait dans le monde. Le défi est de se servir de cette force pour en faire un levier et un tremplin. Nous avons acquis une expertise, même si elle se limite à deux langues, le français et l'anglais. Sur l'analyse des dossiers, la constitution de bases technologiques, plusieurs pays européens prennent exemple sur le Canada et le Québec », insiste M. Bélair.

Prendre de l'expansion ou devenir des vassaux des multinationales ?

Au Canada, la traduction est faite en majorité pour les grandes entreprises et les gouvernements, notamment celui d'Ottawa, qui aurait environ 2000 employés traducteurs et un grand nombre de pigistes. Mais avec la clientèle du secteur privé, « Montréal est la capitale de la traduction », soutient cet homme, dont l'entreprise travaille surtout pour de grandes compagnies pancanadiennes et américaines, lesquelles ont souvent recours à une firme qui en plus de ses services de traduction peut agir comme conseiller, notamment sur les exigences linguistiques prévues par les lois canadiennes et québécoises. « Parfois, il y en a qui pensent que tout le Canada est français. Je ne leur dis rien, ils se rendront bien compte de la réalité », glisse le patron-traducteur au fil de la conversation, en ajoutant qu'au Québec, on insiste sur la qualité de la langue plus que dans bien d'autres endroits. Pour ses clients les plus importants, Bélair fait la quasi-totalité de leurs communications d'entreprise, y compris les rapports annuels, les bulletins d'information aux employés, les documents juridiques, la présentation de nouveaux produits pharmaceutiques à Santé Canada, etc.

Globalement, les traducteurs se partagent un marché très fragmenté. L'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ), qui ne représente pas tous les traducteurs, compte tout de même plus de 2000 membres, dont un très grand nombre de pigistes. Avec ses 120 employés, Traductions Serge Bélair est l'un des cinq plus importants cabinets à Montréal. Sa croissance, affirme son président, a été de 25 % par année depuis cinq ans à cause de l'arrivée de nouveaux clients et des anciens dont les besoins augmentent. Jusqu'à maintenant, la réputation de Bélair s'est faite par la voie du bouche-à-oreille.

La PME vient à peine de se doter d'un service de développement des affaires. Ce virage serait-il provoqué par des menaces extérieures ? « Les entreprises de traduction étrangères occupent une part croissante de notre marché. Or, elles ne sont pas des concurrents ordinaires. Elles cassent les prix, ce qu'elles peuvent faire d'autant plus facilement que le volet "français canadien" s'inscrit souvent dans des contrats multilingues. Elles peuvent se permettre d'enregistrer une perte ici, tout en dégagant une marge bénéficiaire à l'échelle mondiale pour un même client », soutient M. Bélair. Ce dumping a forcément un impact à la baisse sur les prix payés aux traducteurs locaux.

À l'échelle mondiale, on compte environ 25 000 organisations offrant des services de traduction dans 152 pays, ce qui génère des revenus de 30 milliards, selon Common Sense Advisory, une firme indépendante américaine de recherche. Pour le Canada, cette industrie affiche un chiffre d'affaires de trois milliards et crée 15 000 emplois. Il faut dire que le marché mondial est lui aussi très fragmenté. Seulement 2 % des cabinets de traduction ont un chiffre d'affaires d'au moins 15 millions, 8 % ont de 50 à 100 clients et 23 % ont un marché de langue française, 85 % de ces petites entreprises sont privées et 75 % appartiennent à leur fondateur.

Dans un tel contexte, M. Bélair, qui affiche déjà un chiffre d'affaires d'environ 15 millions, avec quelque 120 employés et plusieurs pigistes,

a peut-être raison de penser que son rêve de conquérir le monde « n'est plus si fou ». Néanmoins, le rêveur conserve quand même les deux pieds bien sur terre et se limite à dire qu'il faut y aller « une étape à la fois ». Il envisage « une démarche à moyen terme ». Toutefois, cette approche prudente n'atténue pas l'inquiétude profonde de M. Bélair : « À défaut de nous hisser dans les ligues majeures de la traduction, nous deviendrons des sous-traitants, des vassaux de ces multinationales. Elles dicteront alors les règles, notamment les conditions d'exercice de la profession. »

Le Devoir, 21 janvier 2013, p. A 5 |